

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: C'est une véritable révélation.

M. Pepin: J'ai pensé que je devais commencer par le commencement. Le Canada et les États-Unis commercent beaucoup entre eux. C'est le second aspect. Ainsi, on estime parfois qu'il serait avantageux pour le Canada d'acheter et d'exploiter des voies ferrées aux États-Unis et l'intérêt que le CN porte aux chemins de fer de Milwaukee découle de ce principe. Ce n'est pas encore chose faite, mais une fois que ce sera fait le député en entendra sûrement parler.

M. Benjamin: Voilà un excellent moyen de dépanner le gouvernement Reagan qui avait garanti les dettes de ces sociétés qui ont fait faillite.

L'ACHEMINEMENT DU GRAIN CANADIEN VERS LES PORTS AMÉRICAINS

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame le Président, le ministre pourrait-il nous expliquer pourquoi il est prêt à autoriser les deux compagnies ferroviaires à acheter des chemins de fer aux États-Unis, alors qu'elles prétendent ne pas avoir les moyens de se moderniser au Canada, et qu'il va leur en coûter moins cher d'acheminer les céréales et autres produits vers les ports américains et autres destinations que vers les ports canadiens en utilisant des lignes de chemins de fer canadiennes, mettant ainsi en péril les emplois de 35,000 Canadiens? Le ministre va-t-il permettre aux compagnies de chemins de fer d'investir d'abord aux États-Unis avant d'investir au Canada?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, si le député veut bien prendre la peine d'étudier les chiffres des bénéfices réalisés par le CN, notamment grâce à l'exploitation du Grand Tronc par exemple, il sera agréablement surpris. Ces bénéfices viennent s'ajouter aux revenus du CN et expliquent en partie le bon état financier de la compagnie.

Cet état de fait ne date pas d'aujourd'hui. Notre pays joue depuis longtemps un rôle très actif dans le domaine des transports ferroviaires. L'assouplissement des règlements aux États-Unis est plus lent qu'au Canada. Notre pays a mis son savoir-faire à profit pour exploiter de façon rentable un certain nombre de lignes aux États-Unis. Cette politique a profité au commerce entre nos deux pays. Je ne vois pas ce que le député peut avoir à redire au fait que les sociétés de la Couronne obtiennent de bons résultats aux États-Unis.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE RAPPORTÉES DANS LES JOURNAUX

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. A l'heure actuelle, le Canada et les États-Unis essaient de régler par la voie diplomatique des problèmes extrêmement ennuyeux posés, entre autres, par le barrage Garrison, la loi sur la lutte contre

la pollution atmosphérique, les droits de pêche sur la côte est et les droits miniers dans notre zone commerciale de 200 milles.

Le premier ministre croit-il utile de porter un coup bas au Président des États-Unis en déclarant, alors qu'il parlait des manifestants pour la paix:

Ils manifestent contre la politique d'un président américain que l'on considère, à tort ou à raison, tellement belliqueux ou hostile envers l'Union soviétique qu'on ne peut lui faire confiance. Malheureusement, le Président Reagan et certains de ses collaborateurs ont justifié, en partie, ces craintes.

Le premier ministre pourrait-il nous dire ce qu'il espère accomplir par ces remarques?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je ne suis pas du tout d'accord avec le député lorsqu'il prétend que c'était là un coup bas. Il est évident que la position des États-Unis dans le cadre des négociations est très importante pour les Canadiens. La raison pour laquelle nous appuyons cette position générale de l'OTAN réside dans le fait que nous sommes liés par une entente à deux volets. L'un de ces volets prévoit que notre côté négocie très sérieusement le désarmement par les États-Unis en attendant de l'Union soviétique qu'elle fasse preuve d'autant de sérieux.

Si le député ne croit pas, tout comme moi, que l'augmentation des manifestations pacifistes au Canada au cours des deux dernières années est due aux craintes que suscitent, au sein de la population, certaines déclarations des membres du gouvernement américain, qu'il trouve une autre explication.

Je sais que quelque 5,000 missiles nucléaires sont déployés en Allemagne depuis quelque temps déjà. Pourtant, ces derniers n'ont pas donné lieu aux démonstrations pacifistes auxquelles nous assistons en Allemagne, au Canada et aux États-Unis depuis deux ans. Je crois sensé de prétendre, comme je l'ai signalé aux Américains lorsque je me suis rendu aux États-Unis il y a deux semaines, que les déclarations selon lesquelles l'Union soviétique représente le mal, etc., empêchent que des négociations justes et dépassionnées aient lieu.

Je dois ajouter que j'ai fait la même observation au secrétaire Gorbachev lorsque je l'ai rencontré aujourd'hui. Je lui ai signalé que certaines déclarations de la Pravda ou de dirigeants soviétiques sur les Américains sont excessives et ne peuvent conduire à des négociations pacifiques entre les deux camps.

Des voix: Bravo!

M. McKinnon: Un coup bas est un coup porté à une personne qui ne peut ni ne veut ou ne voudra probablement pas y répondre.

CE QUE LE PREMIER MINISTRE PENSE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, depuis quelque temps, le premier ministre louvoie dans tous les sens sur la question du désarmement nucléaire. Dans les réponses qu'il a données à la Chambre et ailleurs comme dans sa lettre aux journaux, il a défendu vigoureusement la double stratégie et l'essai des missiles de croisière.